

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ



Roland Paul, président de GSE, est le nouveau président du Medef Vaucluse. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à la Collection Lambert n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.



Juste avant l'été <u>le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux</u> pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.

Celui qui est aussi <u>président d'Action Logement</u> nous avait également expliqué que lorsque <u>Patrick Martin</u>, le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. » Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes...

« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annonçait Bruno Arcadipane.

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Un signe déjà ? C'était dans <u>les locaux 'modèles' du siège social de GSE</u> dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »

Patrick Martin, président du Medef

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »



Ecrit par le 4 décembre 2025



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »

Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »

Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

Ecrit par le 4 décembre 2025

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »

Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »

Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour



créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

« Pour construire, il faut une stabilité. »

Patrick Martin, président du Medef

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »

« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection



de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».

« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires... »

« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande Goldbeck qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi <u>le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente</u>. Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi <u>les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable</u>, GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines <u>Juste bio à Carpentras</u> et <u>Charles & Alice à Monteux</u> ou bien encore <u>le siège de Claranor à Avignon</u> ou <u>la mûrisserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson</u>.



« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84



Après avoir notamment vu le nombre de ses adhérents fondre comme neige au soleil, le Medef (Mouvement des entreprises de France) entend rebondir en Vaucluse. Pour cela, le syndicat patronal a dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux lors de l'AG de la structure vauclusienne qui vient de se tenir dans les locaux de GSE à Avignon. Une présence remarquée qui illustre la détermination du Medef à reprendre toute sa place en Vaucluse

« Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », confie Bruno Arcadipane, premier vice-



président du Medef national, en charge des adhérents. Une manière délicate d'expliquer que l'opération de reprise en main de la section vauclusienne du syndicat patronal s'est déroulée en douceur.

Il faut dire que, lassé des 'spécificités' du fonctionnement local, le Medef national était représenté en force lors de cette assemblée générale du <u>Medef Vaucluse</u> qui s'est tenue le 5 juin dernier <u>au siège</u> <u>avignonnais de GSE, la plus importante entreprise vauclusienne implantée dans le département</u>.

En effet, outre Bruno Arcadipane, <u>également président d'Action Logement</u>, <u>Jean-Louis Maurizi</u>, président du Medef Sud, <u>Jean-Luc Monteil</u>, ancien président régional, et Olivier Tarrazi, représentant l'UPE 13 et membre du bureau du Medef Sud, avaient aussi fait le déplacement pour remettre de l'ordre au sein de l'antenne vauclusienne de la première organisation patronale hexagonale.

« Le Vaucluse est apparu en haut de la pile des priorités. »

Bruno Arcadipane, 1^{er} vice-président du Medef national



Une centaine de personnes ont participé à l'AG du Medef Vaucluse dans les locaux du siège de GSE.



Ecrit par le 4 décembre 2025

« Quand <u>Patrick Martin</u> (ndlr : le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023), a fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse est apparu en haut de la pile des priorités, reconnaît avec franchise Bruno Arcadipane. Il était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. »

L'accueil chaleureux de la centaine de participants à cette AG, alors que la structure ne comptait plus qu'une petite cinquantaine d'adhérents, semble prouver les attentes d'une partie du patronat local.

- « Ce déplacement de responsables nationaux est un message très fort, insiste Bruno Arcadipane. Il était très important que l'on soit là pour montrer notre détermination à mettre un terme à cette période de flottement. »
- « La structure ne remplissait plus son rôle et ne rendait plus de services aux entreprises », renchérit pour sa part Jean-Louis Maurizi, le président régional.

Une démarche soutenue par <u>le président du Medef en personne, qui se félicite «</u> de cette première AG très réussie ». Patrick Martin adressant pour l'occasion tous ses encouragements en promettant de rejoindre « dès que possible » la nouvelle équipe du Medef 84.

Un président vauclusien en novembre ?

Concrètement, ce 'nouveau départ' prend la forme de la création d'une nouvelle entité baptisée Medef Vaucluse qui prend le relais de l'ancienne association UP-Medef 84 (Union patronale de Vaucluse) que les instances nationales ont donc 'débranché' de tous ses mandats comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes...

« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », annonce fermement Bruno Arcadipane qui confirme « qu'en 30 ans de Medef, il n'avait jamais connu la création d'une nouvelle association comme on le fait ici. »

La nouvelle structure est donc maintenant dirigée par 12 administrateurs (voir encadré en fin d'article) ayant désigné Jean-Louis Maurizi, le président régional, pour assurer la présidence par intérim jusqu'à l'automne.

« D'ici là, le conseil d'administration sera porté à 40 membres et élira son président départemental en novembre », précise ce dernier.

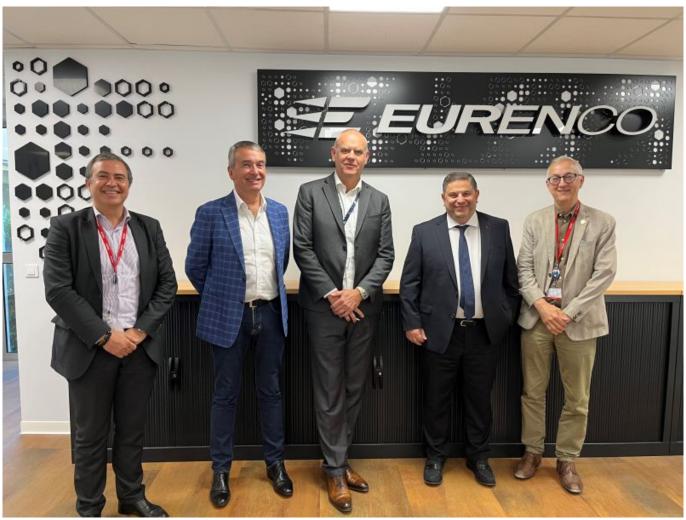
Sur la même longueur d'onde que la CCI 84

Dans le même temps, la nouvelle équipe du Medef Vaucluse a tenu à souligner sa parfaite entente avec l'équipe actuelle de la CCI de Vaucluse <u>qui a pourtant battu la liste de l'UP-Medef lors des élections</u> consulaires de 2021.

Son président, <u>Gilbert Marcelli</u>, et son directeur général, <u>Tomas Redondo</u> étaient d'ailleurs présents lors l'assemblée générale. Preuve de ce rapprochement : c'est aussi avec eux que les membres de la délégation nationale du Medef ont ensuite visité les entreprises <u>Agis</u> dans la zone de Courtine à Avignon et <u>Eurenco</u> à Sorgues (voir photo).



Ecrit par le 4 décembre 2025



Outre GSE, la délégation nationale du Medef a aussi visité deux autres pépites de l'économie vauclusienne. L'avignonnais Agis et le sorguais Eurenco (photo ci-dessous) en compagnie d'une délégation de la CCI.

Faire entendre une seule voix pour le patronnat

Autre signe d'un changement de cap, la volonté du Medef de renouer avec la CPME. En effet, face à un Medef 84 aux abonnés absents, le dynamisme de <u>la CPME de Vaucluse lui a permis de rallier près d'un millier d'adhérents directs</u>. L'atonie des uns et la réussite des autres ayant débouchés sur des rapports tendus, depuis de nombreuses années, entre les deux organisations patronales dans le département.

« A l'image des rapports que le Medef entretient avec le CPME au niveau national, le Vaucluse retrouvera un niveau de dialogue et de relation normal avec la CPME »

Bruno Arcadipane, 1^{er} vice-président du Medef national



- « A l'image des rapports que le Medef entretient avec le CPME au niveau national, le Vaucluse retrouvera un niveau de dialogue et de relation normal avec la CPME », annonce Bruno Arcadipane qui ne semble pas effrayé à l'idée de relever ce défi.
- « Je suis le garant d'une cohérence paritaire à la tête d'Action logement qui, avec 1 100 000 logements destinés aux salariés est la plus grosse foncière de France. A ce titre, je veille à faire dialoguer dans l'équilibre et la sérénité 7 organismes patronaux et syndicaux. J'ai donc une certaine expérience de la concertation », confie-t-il.
- « La CPME est un partenaire. C'est une nécessité si l'on veut faire entendre la voix du monde économique. Les enjeux sont trop importants, surtout dans la période d'incertitude actuelle. »

Le nouveau conseil d'administration du MEDEF Vaucluse :

- Jean-Louis Maurizi (président par intérim),
- Bruno Arcadipane,
- Jean-Luc Monteil,
- Olivier Tarrazi,
- Christophe Guignes U Proximité France,
- Isabelle Guth Metafrance distribution,
- Sébastien Quiminal Enedis Vaucluse.

Les représentants des fédérations professionnelles :

- Patrick Arakelian (FEP sud-est),
- Jonathan Le Corronc-Clady FNAIM 84,
- Jérôme Mouret FNTV84,
- Gilles Mezari Numeum,
- Denis Morandeau AGEA.

En visite chez GSE, la CPME dévoile le salon 'Made in PME sud'



Ecrit par le 4 décembre 2025



En visite dans l'entreprise avignonnaise <u>GSE</u>, <u>Alain Gargani</u>, président de <u>la CPME Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur</u> a annoncé la tenue du salon <u>Made in PME Sud</u>, le plus grand rassemblement de PME de la région qui se tiendra en avril à Marseille.

Ils étaient plus de 120 chefs d'entreprises à avoir répondu à l'invitation de la Confédération des petites et moyennes entreprises de Vaucluse (CPME 84) pour assister à la visite de l'entreprise avignonnaise GSE. Initialement, cette découverte devait être limitée à 70 personnes, mais devant le succès de cette matinée ce seuil a été largement revu à la hausse. Il faut dire que le siège social de ce spécialiste de l'immobilier d'entreprise située dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes, qui passé le cap du milliard d'euros de chiffres affaires cette année, a tout pour séduire avec ses nombreux espaces de détente (tennis, terrain de volley, de pétanque, salle de sieste, de fitness avec coach, vestiaires, douches, foyer, bar, restaurant avec un chef qui concocte des plats bons et bio...).

«C'est un vrai plaisir de découvrir une entreprise avec des valeurs humaines qui correspondent à celles de la CPME, se félicite <u>Alain Gargani</u>, président de <u>la CPME Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur</u>. Le monde a besoin d'entreprises qui donnent du sens à leurs salariés. »

« L'ADN de la CPME, c'est l'humain », confirme Bernard Vergier, le président de la CPME 84.



Ecrit par le 4 décembre 2025



Près de 120 adhérents de la CPME de Vaucluse ont participé à la visite de la société avignonnaise GSE.

5 000 dirigeants attendus pour une première régionale

En parallèle de la visite de GSE, Alain Gargani a annoncé la tenue de la première édition du salon 'Made in PME Sud'.

« Il s'agira du plus grand rassemblement de PME de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur jamais organisé », précise le président de la CPME Sud.

Près de 5 000 dirigeants sont attendus lors de cet événement regroupant 400 exposants, dont une quarantaine de Vaucluse, répartis sous la forme de village des territoires.

 \ll Le plus grand rassemblement de PME de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur jamais organisé. »

Alain Gargani, président de la CPME Sud

« Ce nouveau rendez-vous phare est un concentré d'échanges, d'idées, de solutions et de contacts, au service de tous les entrepreneurs, sans distinction, poursuit Alain Gargani. Il réunit pour la première fois, les 18 et 19 avril prochains, tous les départements de la région dans un même lieu. Une mobilisation collective pour mettre en lumière la force et la puissance de l'économie régionale. »

L'événement sera aussi marqué par plusieurs temps forts dont une plénière en présence de Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, des Finances.

« Après toutes les crises que nous avons traversé : Covid, Ukraine, flambée des prix de l'énergie, inflation, difficultés de recrutement, remboursement du PGE..., constate le président de la CPME Sud,



c'est le moment pour l'économie régional de se réunir et faire du business ensemble. »

Salon Made in PME Sud. Jeudi 18 et vendredi 19 avril 2024. Palais des Événements. Parc Chanot. Marseille. https://www.madeinpmesud.com/

https://www.youtube.com/watch?v=8AHTtyOvOaQ

Avignon : la CPME 84 organise la visite de l'entreprise GSE



La <u>Confédération des petites et moyennes entreprises de Vaucluse</u> (CPME 84) invite les dirigeants de TPE et PME, les commerçants et les indépendants vauclusiens à venir découvrir l'entreprise <u>GSE</u> à Avignon le mardi 5 décembre.

Ecrit par le 4 décembre 2025

Ainsi, les participants pourront découvrir cette entreprise emblématique du Vaucluse qui est spécialisée dans la construction, l'extension et la rénovation de projet clé en main. La visite est limitée à 70 places, pour réserver la vôtre, il suffit d'envoyer un mail à l'adresse contact@cpme84.org

Mardi 5 décembre. De 9h30 à 11h30. 310 Allée de la Chartreuse. Avignon.

V.A.

Malgré la crise, le Département n'arrête pas ses investissements





C'est une tradition initiée par ses prédécesseurs, qu'ils soient de droites comme de gauches, chaque rentrée, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse convie la presse pour une présentation afin d'évoquer les grands dossiers du Département. Mais cette fois-ci, exit les pierres historiques et l'atmosphère feutrées de l'hôtel de Sade puisque Dominique Santoni avait choisi le restaurant d'entreprise du nouveau siège de l'avignonnais GSE pour détailler son action, et celle de sa majorité, placée notamment sous le signe de l'attractivité du territoire et de la poursuite des investissements.

« Nous faisons face à une rentrée difficile », reconnaît sans ambages Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

Inflation, fiscalité, baisse des dotations, crise de l'immobilier, hausse des taux d'intérêts, le Département n'échappe pas à la morosité ambiante liée au contexte national et international. C'est d'ailleurs le ralentissement du marché immobilier qui impacte le plus directement les finances départementales avec la baisse de la DMTO (Droits de mutation à titre onéreux). Cette taxe à l'achat au profit des collectivités lors des transactions immobilières constitue en effet l'une des ressources majeures du Conseil départemental. Sa diminution entraîne forcément des conséquences sur les recettes de l'institution vauclusienne puisque cette DMTO était montée exceptionnellement au-delà des 160M€ ces deux dernières années avant de revenir aux alentours des 140M€ en 2023. Une diminution de l'ordre d'une vingtaine de millions d'euros que le Département a su toutefois anticiper.

- « Nous sommes dans une bonne santé financière. »
- « Par chance, nous sommes dans une bonne santé financière », se félicite la présidente du Conseil départemental qui affiche également un endettement équivalent à moins de 2 ans de son budget d'investissement.
- « Cela nous permet de pouvoir continuer à investir, poursuit Dominique Santoni. Nous allons donc garder le cap de tout ce que nous avions décidé de faire en début de mandat. » Une volonté qui se traduit par un soutien à la commande publique de l'ordre de 120M€ d'investissements par an. Autant de chantiers du Département que <u>la Fédération du BTP 84 considère comme une bouffée d'oxygène pour l'ensemble des professionnels du secteur en ce moment</u>.

Le point sur les différents chantiers

Pour les grands chantiers du département en cours ou à venir, la présidente a rappelé que <u>la suppression</u> <u>du passage à niveau N°15 de Petit Palais</u> sera bientôt achevée. Outre la sécurisation de cette zone, cet aménagement va aussi permettre d'uniformiser la vitesse à 80km entre Bonpas et Coustellet. Autre travaux : la passerelle rejoignant l'île de le l'Oiselay à l'île de la Barthelasse (et donc Avignon) sur le tracé de la ViaRhôna qui doit être officiellement inaugurée le mercredi 4 octobre prochain.



Ecrit par le 4 décembre 2025



La suppression du PN15 va permettre de sécuriser les routes de Vaucluse.

Les chantiers engagés sur Avignon : <u>Memento, les futures archives départementales</u>, dans la zone d'Agroparc, ainsi que de la nouvelle MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) dont la livraison est prévue route de Montfavet début 2025.

« Pour la déviation d'Orange, nous serons dans les temps c'est-à-dire avant la fin de la mandature en 2028, complète la présidente. Par ailleurs, concernant le réaménagement de Bonpas les premiers coups de pioche devraient débuter en 2025 pour une livraison fin 2027. » Le coût du chantier a été cependant revu à la hausse (35M€) en raison des conséquences de la conjoncture actuelle.



Ecrit par le 4 décembre 2025



Memento à Agroparc.

Le pari de l'attractivité par le cinéma

Outre les aménagements structurants, Dominique Santoni rappelle qu'elle a aussi placé son mandat sous le signe de l'attractivité économique. Ce n'est donc pas un hasard si elle a choisi le self de l'entreprise avignonnaise GSE comme cadre de sa présentation à la presse.

« C'est un champion de l'économie vauclusienne <u>qui vient de franchir le milliard d'euros de chiffre d'affaires</u>. C'est aussi une entreprise née à l'Isle-sur-la-Sorgue, membre de <u>notre Team Vaucluse</u>, qui reste attachée à son enracinement local dans notre département. »









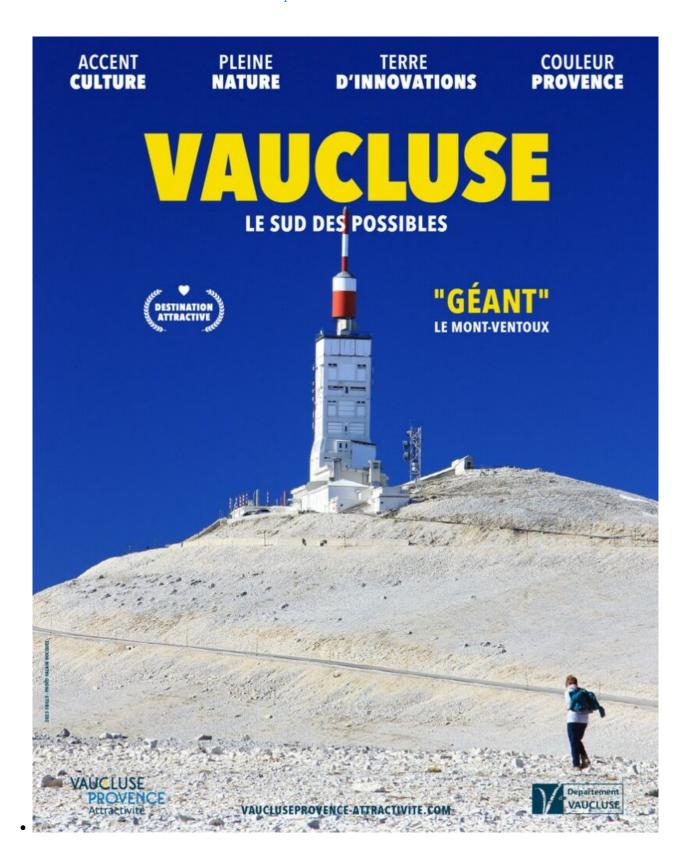














Le Vaucluse veut allier cinéma et attractivité.

« Nous avons <u>VPA (Vaucluse Provence attractivité)</u> qui fait déjà un formidable travail », souligne la présidente qui souhaite poursuivre l'accueil d'entreprises, d'écoles ou bien d'organismes de formation dans le secteur de l'audiovisuel comme <u>les studios d'animation Circus</u> à Avignon ou bien encore <u>ceux de Duetto</u> à Carpentras.

L'objectif étant notamment de développer toute <u>une filière cinéma et audiovisuelle sur le territoire</u>.

« Nous participons à hauteur de 200 000€ au fond Cinéma de la Région Sud. L'idée est d'attirer des tournages de longs métrages, de séries ou de streaming dans le cadre de notre plan cinéma. » Ce plan prévoit l'implantation de studios de cinéma et d'espaces de formations sur Courtine (cette zone ayant la préférence du Département) ou sur Agroparc, vers le parc des expositions (plutôt le choix de la municipalité).

Santé et solidarité

Dominique Santoni est aussi revenue sur le succès du recrutement de médecins, directement par le Département afin de permettre de lutter contre la désertification médicale.

« Après les ouvertures <u>d'Avignon</u> et Cadenet, ce sera bientôt Valréas et Apt qui accueilleront ces médecins. En tout, nous en avons embauché une dizaine et nous sommes en phase de recrutement d'un médecin ayant le permis pour conduire le bus itinérant que nous voulons déployer sur le plateau de Sault. Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant alors que cela n'est pas une de nos compétences. Pourtant, il y a une vraie demande. »

Par ailleurs, le département poursuit son soutien financier à la création de MPS (Maison pluridisciplinaire de santé). Comme à Mornas, où le département contribue à hauteur de 300 000€ à la construction de la 25° MPS en Vaucluse.

« Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant. »

Concernant le grand âge, la présidente estime aujourd'hui que « les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. C'est pour cela que le Département sera toujours dans les Ephad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) mais que nous travaillons pour un habitat inclusif afin de permettre de rester le plus longtemps à son domicile. »

Côté Social, la mise en place de contrôle plus réguliers ainsi qu'un suivi plus actif des bénéficiaires a permis de réduire leur nombre de 17 000 en 2020 à 15 700 aujourd'hui. De quoi réaliser une économie de $10M \in \text{pour le conseil départemental}$.



Ecrit par le 4 décembre 2025



Inauguration de la maison de santé à Avignon en février dernier.

« Les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. »

« Il est important d'accompagner et de suivre les bénéficiaires du RSA, insiste Dominique Santoni, car il est vital de redonner du travail à ces Vauclusiens. Et ces efforts semblent payer puisqu'avec 35% nous affichons désormais un des meilleurs taux de retour à l'emploi de la région. Avant, le Vaucluse était le dernier département de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans ce domaine. Aujourd'hui, il est le deuxième, juste derrière les Alpes-Maritimes. Notre objectif est d'atteindre 50% ».

Le Département, qui vient de lancer <u>le recrutement de 100 assistants familiaux</u>, regrette cependant que l'Etat lui demande de prendre en charge des dépenses sans lui donner les moyens équivalents : « nous aurons 218M€ de dépenses sociales cette année alors que nous n'avons jamais dépassé les 200M€ auparavant. »

Fusion Grand delta habitat-Vallis habitat : « Le présent nous donne raison. »



Par ailleurs, la présidente du Conseil départemental s'est félicitée d'avoir pu mener à bien <u>la fusion des bailleurs sociaux Grand delta habitat-Vallis habitat</u>. « Loin des positions dogmatiques, nous avons cherché la meilleure solution. Au vu de la situation actuelle, je ne sais pas GDH (Grand delta habitat) l'aurais repris, s'interroge en toute franchise Dominique Santoni. Aujourd'hui, le présent nous donne raison car GDH tient ses engagements et cela fonctionne pour des locataires qui attendaient des travaux depuis longtemps et qui vont être les premiers à bénéficier de la baisse des charges. »

Vaucluse ingénierie : la boîte à outils des petites communes vauclusiennes

Autre priorité de la présidente : le soutien aux communes de Vaucluse.

« Nous constatons également que les communes, notamment les plus petites, ont du mal à porter leur projet car elles ne disposent pas toujours des ressources internes pour mener à bien ces dossiers qui sont bien souvent assez complexe, poursuit la présidence. C'est pour cela que nous avons créé <u>Vaucluse ingénierie</u> afin de leur apporter une aide technique. »

« Si les communes de Vaucluse se portent bien, c'est tout Vaucluse qui se porte bien. »

Suite à son lancement officiel en mars dernier, la structure regroupant une vingtaine de partenaires, accompagne maintenant 66 projets, dont 73% proviennent de communes vauclusiennes de moins de 2 000 habitants. Sorte de guichet unique, Vaucluse ingénierie constitue aussi une porte d'entrée pour la recherche de solutions de financement que ce soit dans le cadre des dispositifs d'aide de l'Etat, de la Région Sud ou bien encore de l'Europe.

« Pour nous, cet accompagnement des maires est un vrai enjeu. Il faut que les communes soient soutenus par le Département, car si en les aidant les communes de Vaucluse se portent bien, au final c'est aussi le département de Vaucluse qui se porte bien »

Pas de mise en concurrence grâce à la SPL Territoire 84

Et pour mieux accompagner les communes, le Département dispose d'autres outils comme la <u>SPL</u> <u>Territoire 84</u> créé en 2014. Là aussi, il s'agit d'aider les municipalités à réaliser leurs projets d'urbanisme, d'aménagement ou de construction. Mais pour cela, et contrairement à Vaucluse ingénierie, les communes doivent rentrer dans le capital de la SPL (Société publique locale) pour bénéficier de ses conseils. Depuis le début de l'année, une trentaine de communes ont rejoint les 40 villes vauclusiennes qui font déjà appel à SPL Territoire 84. L'avantage pour ces dernières est que ce statut juridique permet d'utiliser un outil d'aménagement et de gestion sans mise en concurrence.

Ça bouge chez Citadis

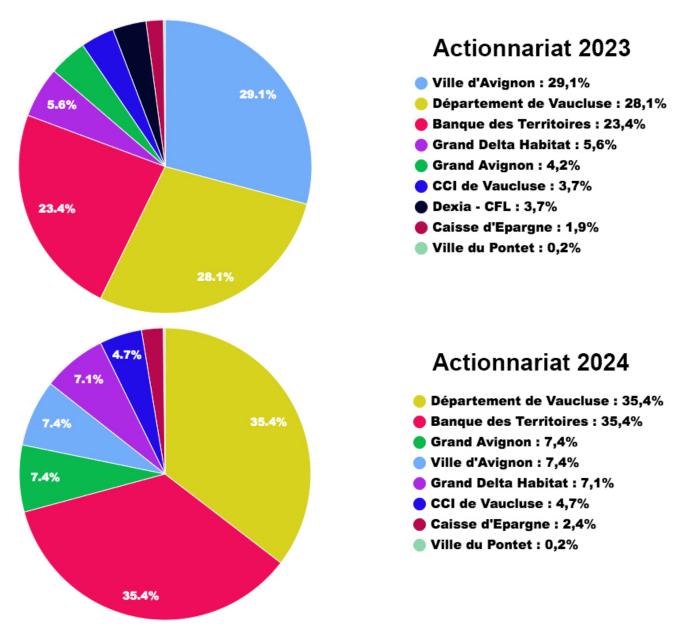
Enfin, dernier outil d'aménagement du Département : la SEM Citadis. Figurant parmi les plus anciennes SEM (Société d'économie mixte), Citadis a vu le jour en 1960 à l'initiative du Département de Vaucluse et de la Ville d'Avignon. Au fil du temps, la structure qui assure principalement l'étude et la réalisation d'opérations d'aménagement a vu son actionnariat s'étoffer avec le temps. Cependant, avec le désengagement de la Ville d'Avignon, le Département va voir son poids augmenter dans le capital de



Citadis à partir du 1^{er} janvier 2024.

Un rééquilibrage qui va aussi profiter à la Banques des territoires ainsi que, dans une moindre mesure, au Grand Avignon, à Grand delta habitat ou bien encore la CCI de Vaucluse (voir détail de la répartition du capital ci-dessous).

« Nous avons entamé une réflexion afin d'orienter davantage Citadis vers la réalisation de projet culturel, et notamment audiovisuel, ainsi que de santé », précise Dominique Santoni.



La répartition du capital de Citadis devrait être modifiée à partir du 1er janvier prochain.

Uniforme à l'école et limitation à 80km/h



Enfin, en marge de cette rencontre, Dominique Santoni est revenue sur deux dossiers avec la même logique.

Le premier : l'uniforme à l'école : « A titre personnel je suis pour. Mais il faut savoir ce que veut l'Etat concrètement, notamment en termes de prise en charge financière. Une fois précisé on peut envisager une expérimentation ».

Même cas de figure pour la limitation de vitesse sur les routes : 'L'Etat nous a imposé le passage à 80km/h. S'il veut revenir en arrière, à lui d'être clair sur le sujet et à financer les panneaux que nous avons déjà dû payer. »

Le Groupe GSE continue son développement national et international



Alors que le groupe Europe Linge Service (ELIS) a fait appel à GSE pour construire sa nouvelle blanchisserie industrielle à Rousset, près d'Aix-en-Provence, le groupe spécialisé dans



l'immobilier d'entreprise continue son développement à l'international.

Installée dans une zone industrielle en plein développement, à proximité de l'A8, et desservant l'ensemble de la métropole marseillaise, la blanchisserie industrielle commandée par <u>ELIS</u> s'étendra sur 11 000 m2, dont 900 m2 de bureaux. Elle sera équipée de panneaux photovoltaïques en ombrières sur parking, pour une surface globale de 2 645 m2 et une production estimée à 610 MWh par an.

« Ce projet de Rousset est la 6^{ème} réalisation de <u>GSE</u> pour ELIS depuis 2017, après les usines de Toulouse, Aix-les-Bains, Clisson et Saint-Geours-de-Maremne en France et de Barcelone en Espagne, explique <u>Lionel Legouhy</u>, directeur développement chez GSE. Il constitue une marque de confiance forte de la part d'ELIS dans la capacité d'accompagnement de GSE pour ce type de projets industriels complexes et avec de forts enjeux en termes de rapidité de construction ».

La livraison du bâtiment est prévue pour janvier 2024.









Ecrit par le 4 décembre 2025



GSE lance la construction de la prochaine blanchisserie industrielle ELIS © GSE

En Italie, GSE lance la construction d'un nouveau bâtiment logistique

La construction de ce nouvel ensemble industriel, sur un terrain de 140 000 m2, a été confiée à GSE Italie par P3 Logistic Parks. Le projet comprend la construction d'un entrepôt logistique de 38 000 m2, ainsi que divers travaux de réaménagement urbain. Le bâtiment, qui reposera sur des plots isolés, bénéficiera d'une structure en béton armé préfabriquée, avec un revêtement de sol industriel et des façades en panneaux sandwich soutenus par une ossature métallique.

En ce qui concerne la toiture, c'est un système semi-plat de type Bac-Acier, introduit en Italie par GSE dans les années 90 et aujourd'hui devenu la norme du marché en raison de ses caractéristiques d'isolation thermique et d'étanchéité à l'air, qui sera utilisé. La toiture accueillera également des panneaux photovoltaïques, d'une puissance d'environ 2 200 kW. Le bâtiment vise à obtenir la certification de durabilité BREEAM de niveau Excellent.



Ecrit par le 4 décembre 2025



L'achèvement des travaux est prévu pour décembre 2023 © P3 Logistic Parks

Le projet comprend également la réalisation de plusieurs aménagements urbains : environ 200 mètres de route seront refaits, avec une révision de la circulation, ainsi que la construction de deux nouveaux ponts routiers. GSE Italie a prévu que le complexe soutienne le développement des mobilités douces en créant un nouvel arrêt de bus et une nouvelle tranche de piste cyclable de 1,1 km, équipée de deux passerelles piétonnes.

« L'attribution de ce premier contrat par P3 en Italie est une immense fierté pour l'ensemble des équipes de GSE Italie, déclare <u>Charlène Castellano</u>, directrice du développement des affaires de GSE Italia. Elle souligne nos valeurs fondamentales telles que la capacité d'écoute, l'anticipation des enjeux et la recherche de la meilleure performance pour atteindre la satisfaction de notre client et des futurs occupants des bâtiments ». L'achèvement des travaux est prévu pour décembre 2023.

GSE poursuit son développement en Espagne

Présent en Espagne depuis 1998, GSE vient de livrer à Merlin Properties, société espagnole d'investissement immobilier, sa nouvelle plateforme logistique dans le parc industriel « Cabanillas Park! ». D'une superficie globale de 44 637 m2 et d'une hauteur libre de stockage de 11 mètres, ce nouvel entrepôt, situé entre Madrid et Guadalajara, dispose de 67 quais de chargement, ainsi que d'espaces de bureaux sur trois étages de 332 m2 chacun.



Selon <u>Ramón Lázaro</u>, directeur commercial de GSE Espagne : « Toutes les équipes de GSE Espagne sont fières, grâce à leur travail en étroite collaboration avec le client, de livrer à Merlin Properties un actif logistique bénéficiant de conditions idéales pour permettre aux clients finaux d'exercer leur activité dans un environnement optimal ».



Nouvel entrepôt logistique pour MERLIN Properties à Madrid © GSE

L'entreprise vient également de lancer à Masquefa, dans la province de Barcelone en Catalogne, le chantier de G-Park Masquefa, $4^{\text{ème}}$ investissement de GLP, fournisseur mondial de logistique immobilière, dans la région. Ce nouvel ensemble, bâti sur un terrain de 55 452 m2, abritera une plateforme logistique d'une superficie locative brute de 28 828 m2. Le projet disposera de 37 quais de chargement et d'une hauteur de stockage de 12,2 mètres.

Située à un peu plus d'une demi-heure de l'aéroport international Barcelone-El Prat et à 40 kilomètres de la capitale catalane, la plateforme logistique bénéficie d'un emplacement idéal pour la distribution locale et nationale à partir de Barcelone. Visant la certification BREEAM Excellent, le parc disposera d'une installation de panneaux photovoltaïques ainsi que des chargeurs de vélos et de véhicules électriques.



Ecrit par le 4 décembre 2025



Site du futur ensemble logistique pour GLP à Barcelone © GSE

« Ces deux nouveaux projets témoignent du dynamisme de notre activité en Espagne et de la forte implantation de GSE sur le marché ibérique », souligne Ramón Lazaro. « Le marché de l'immobilier logistique est particulièrement dynamique en Espagne avec une forte croissance ces dernières années, poussée par une demande importante en partie portée par le développement e-commerce ».

GSE mise sur le béton décarboné

Alors que la construction compte parmi les secteurs les plus polluants, le secteur réalisant 23% des émissions de gaz à effet de serre chaque année en France et 38% à l'échelle mondiale, le Groupe GSE a décidé de recourir au béton bas carbone sur l'ensemble des dallages de ses nouveaux projets dès la fin de l'été 2023.

« L'idéal, et nous en sommes conscients, serait de pouvoir se passer totalement du béton, qui reste l'un des matériaux les plus carbonés, dans nos constructions, et le remplacer par d'autres matériaux, comme le bois, analyse Marc Esposito, directeur du Lab GSE. Le fait est que nous ne pouvons pas éliminer complétement l'utilisation du béton dans les chantiers de bâtiments industriels, car cela compromettrait la solidité et la fonctionnalité des structures. Cependant, nous avons la responsabilité de travailler activement à décarboner autant que possible le béton utilisé, afin de minimiser son impact environnemental ».

Le béton représente entre 20 et 25% des matériaux d'un bâtiment, alors qu'il reste très polluant à cause



des émissions de CO2 issues du ciment et de ses dérivés. Le béton bas carbone, quant à lui, permet de remplacer le produit le plus carboné du ciment, le clinker, par un matériau tiré de l'économie circulaire à partir du recyclage d'anciens déchets.

Ses caractéristiques techniques s'adaptent aux contraintes des dallages des bâtiments logistiques (dallages industriels et les dallages sans joints) et il ne se dégrade pas dans le temps, bénéficiant de la même qualité que le béton classique. Il affiche moins de 180 kg de CO2 émis par mètre cube, alors que le béton classique peut en créer jusqu'à 280 kg au mètre cube.

Ses multiples avantages permettent de réduire jusqu'à 10% l'empreinte carbone globale du bâtiment. Des résultats encourageants, même si GSE ne compte pas s'arrêter là et espère aller plus loin en développant de nouveaux outils et en utilisant de nouveaux matériaux permettant une décarbonation encore plus importante. Le Groupe a notamment lancé de nouvelles expérimentations sur la construction sans béton, avec de nouveaux matériaux biosourcés.

L'avignonnais GSE passe le cap du milliard d'euros de chiffre d'affaires



Ecrit par le 4 décembre 2025



GSE, spécialiste de l'immobilier d'entreprise, annonce un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros sur l'exercice 2022-2023. La société basée dans la zone d'activités de l'aéroport d'Avignon poursuit sa croissance après avoir réalisé 743M€ sur l'exercice précédent de 2021-2022.

Avec plus d'un million de mètres carrés construits, ce dynamisme s'affiche aussi bien en France où GSE développe une offre logistique spécialisée et une offre multiproduit à travers son réseau régional, qu'à l'étranger qui représente aujourd'hui 50% de l'activité (principalement en Allemagne, Espagne, Portugal, Italie, Roumanie ainsi qu'en Chine).

« Cette croissance, dans une conjoncture complexe, démontre la capacité de résistance et le dynamisme de GSE, dans un marché en pleine mutation, explique Roland Paul, président de GSE. Cette nouvelle performance, malgré un contexte de forte augmentation des coûts (de l'ordre de 13% à 17%), confirme le développement de notre activité. Ce résultat est le fruit du professionnalisme, de l'expertise et de l'engagement de l'ensemble des équipes de GSE mais aussi et surtout de la confiance de nos clients. »

Maintien du CA dans les années à venir

Par ailleurs, la prise de commandes sur ce même exercice 2022-2023, dépasse aussi le milliard d'euros. De quoi offrir une base solide à la société vauclusienne fondée en 1976 deux frères architectes Jean-



Ecrit par le 4 décembre 2025

Pierre et Michel Hugues pour envisager le bon maintien du chiffre d'affaires sur l'année à venir.

Présente lors de la dernière Semaine de l'innovation du transport et de la logistique (SITL) qui s'est tenue fin mars au parc des expositions de Paris, l'entreprise rappelait que « le marché de la logistique avait connu une croissance sans précédent ces dernières années ». GSE a ainsi livré en France au cours de l'exercice 2021-2022, 18 projets logistiques, totalisant près de 800 000 m², et un carnet de commandes de près de 300M€.



Le projet de construction d'une Gigafactory pour McPhy à Belfort. GSE prévoit une livraison au premier semestre 2024 pour ce bâtiment HQE de 22 200m², dont 18 500 m² dédiée à la fabrication d'électrolyseurs de grande capacité.

Parmi ces projets, le nouvel entrepôt logistique du Groupe SEB, d'une surface de 100 000m² à Bully-les-Mines dans le Pas-de-Calais, la plateforme logistique portuaire de 43 700m² sur le port de Dunkerque pour la Société de développement axe Nord (SDAN), la gare de fret de 12 600m² au cœur de l'aéroport de Paris Charles-de-Gaulle pour ADP, le centre logistique et siège social pour la centrale Scadif, d'une surface de 74 500m² à Réau en Seine-et-Marne.

Au-delà de son positionnement sur le marché hexagonal, GSE est également présent sur les projets logistiques <u>en Europe</u> et <u>en Chine</u>.

Passée sous le giron de l'Allemand Goldbeck* en 2019, la société GSE compte plus de 600 collaborateurs répartis dans 6 pays en Europe et en Chine, dont 15 implantations en France.

Par ailleurs, GSE vient de se voir attribuer pour la quatrième année consécutive, le niveau Platinium, le plus haut niveau accordé par EcoVadis, agence de notation évaluant les bonnes pratiques en matière de RSE (Responsabilité sociétales des entreprises). <u>GSE figure ainsi parmi le 1% des entreprises les plus performantes en la matière</u>.

*Leader sur le marché européen de la construction clé en main avec un CA de près de 7 milliards d'euros, employant plus de 10 000 personnes sur plus de 90 sites.



Ecrit par le 4 décembre 2025

Amoéba : la cleantech lyonnaise va construire une usine de 3000m2 à Cavaillon



Amoéba, société lyonnaise spécialisée dans les solutions biologiques dans le traitement du risque microbiologique, vient de déposer une demande de permis de construire pour la réalisation d'une usine de plus 3 000 m2 à Cavaillon. Le futur site industriel, qui doit être opérationnel début 2025, sera destiné à produire un agent de biocontrôle pour le traitement des plantes en agriculture et un biocide biologique pour le traitement de l'eau industrielle.

Cette annonce s'inscrit dans le cadre du plan d'industrialisation élaboré par Amoéba visant à atteindre une capacité de production de 200 tonnes de produits finis - soit 40 tonnes de substance active - en vue de couvrir les marchés ciblés prioritaires, à savoir la vigne, les cultures maraîchères et les plantes aromatiques. Pour garantir la réussite de ces objectifs, une montée en charge progressive implique également la création d'une nouvelle ligne pilote réplicable qui est actuellement en cours sur le site historique de Chassieu.



23M€ d'investissement et 25 emplois créés

Au total, le projet industriel d'Amoéba, société cotée sur <u>Euronext Growth</u> et membre du <u>réseau BPI Excellence</u>, représente un coût de 45M€ (23M€ en investissements et 22M€ en dépenses opérationnelles) pour les deux prochaines années. A terme, 25 emplois à temps plein devraient être créés sur le site de Cavaillon au sein de cette future unité de production qui doit s'intégrer au projet de création '<u>Natura'lub</u>', une zone d'activités entièrement dédiée à la naturalité située la zone d'activités des Hauts Banquets dans le cadre de l'Opération d'intérêt régional (OIR) Naturalité lancée en 2017 en partenariat avec le Région Sud notamment.

(Vidéo) Amoéba : comment ça marche ?

« A travers ce projet, Amoéba est fière de contribuer aux objectifs de réindustrialisation de la France et de transition agroécologique, par l'anticipation des mutations économiques et sociétales en matière de traitement des plantes et la construction d'une agriculture plus viable et plus saine, explique Hervé Testeil, directeur industriel de la société fondée en 2010. Après une année remarquable sur le plan réglementaire en 2022, Amoéba entame avec détermination l'année de son industrialisation aux côtés d'une équipe très impliquée et volontaire. Les travaux de ce projet industriel ambitieux devraient intervenir d'octobre 2023 à fin 2024, sous condition de l'obtention du permis de construire courant 2023. »

L'avignonnais GSE à la manœuvre

Confié à l'avignonnais <u>GSE</u>, la conception du projet devrait permettre de disposer, à terme, d'un d'un site industriel éco-responsable, respectueux de son environnement et autonome en énergie. Labellisé Eco Parc+, l'usine intègrera de nombreux critères écologiques : la préservation et la valorisation du paysage et de la biodiversité, le recyclage de l'eau industrielle, l'usage de la géothermie ou encore l'installation de panneaux photovoltaïques sur 60% de la surface des toits.

L'entreprise avignonnaise GSE signe un nouveau projet en Chine



Ecrit par le 4 décembre 2025



<u>GSE</u>, l'entreprise avignonnaise spécialiste de la construction immobilière d'entreprises, poursuit son développement international en Chine avec un nouveau projet pour l'entreprise danoise DSV logistics.

L'entreprise dont le siège social se situe à Agroparc, est en charge d'un nouveau projet logistique en Chine. C'est la société danoise DSV Logistics qui est à l'origine de la commande. Le groupe scandinave propose des services de transport et des solutions logistiques dans près de 80 pays à travers le monde. Ce sont donc des entrepôts logistiques qui seront construits pour répondre aux besoins de leurs clients à Jiaxing dans la province du Zhejiang.

Lire aussi : <u>Un nouveau siège social pour GSE, fleuron de l'économie vauclusienne -</u> Dossier

26 ans de présence en Chine

Ce nouveau projet est un ancrage de plus dans le développement économique en Chine et à l'international de l'entreprise avignonnaise présente depuis 26 ans déjà au sein de l'Empire du Milieu.

« Notre connaissance de l'écosystème chinois et notre forte implantation sur place nous ont permis de guider DSV tout au long du process d'implantation, explique Roland Paul, président de GSE. Travaillant en étroite collaboration avec les équipes de DSV basées localement et au siège de Copenhague, GSE a aidé DSV à sélectionner la parcelle la plus appropriée après analyse de l'ensemble des variables de



Ecrit par le 4 décembre 2025

développement. »



Modélisation des bâtiments logistiques construit par GSE pour DSV Logistics. DR

40 000m2 dédiés à la logistique

L'ensemble logistique de 40 000m2 comprendra deux entrepôts à double étage de 32 300m2 en plus d'un entrepôt de stockage de marchandises dangereuses d'environ 6 700m2 d'un seul étage. S'ajoutera un ensemble de bureaux sur quatre étages d'environ 1 200m2.

Les travaux et la conception sont déjà en cours et la livraison est prévue pour le second semestre de 2024. C'est une conception rapide qui est permise par une composition de de colonnes en béton coulées sur site, des coffrages métalliques et des poutres et panneaux préfabriqués. Le complexe vise la certification LEED GOLD (un label écologique nord-américain) grâce à ses panneaux photovoltaïques sur l'ensemble de la toiture, placés dans une idée de neutralité énergétique.

Maylis Clément